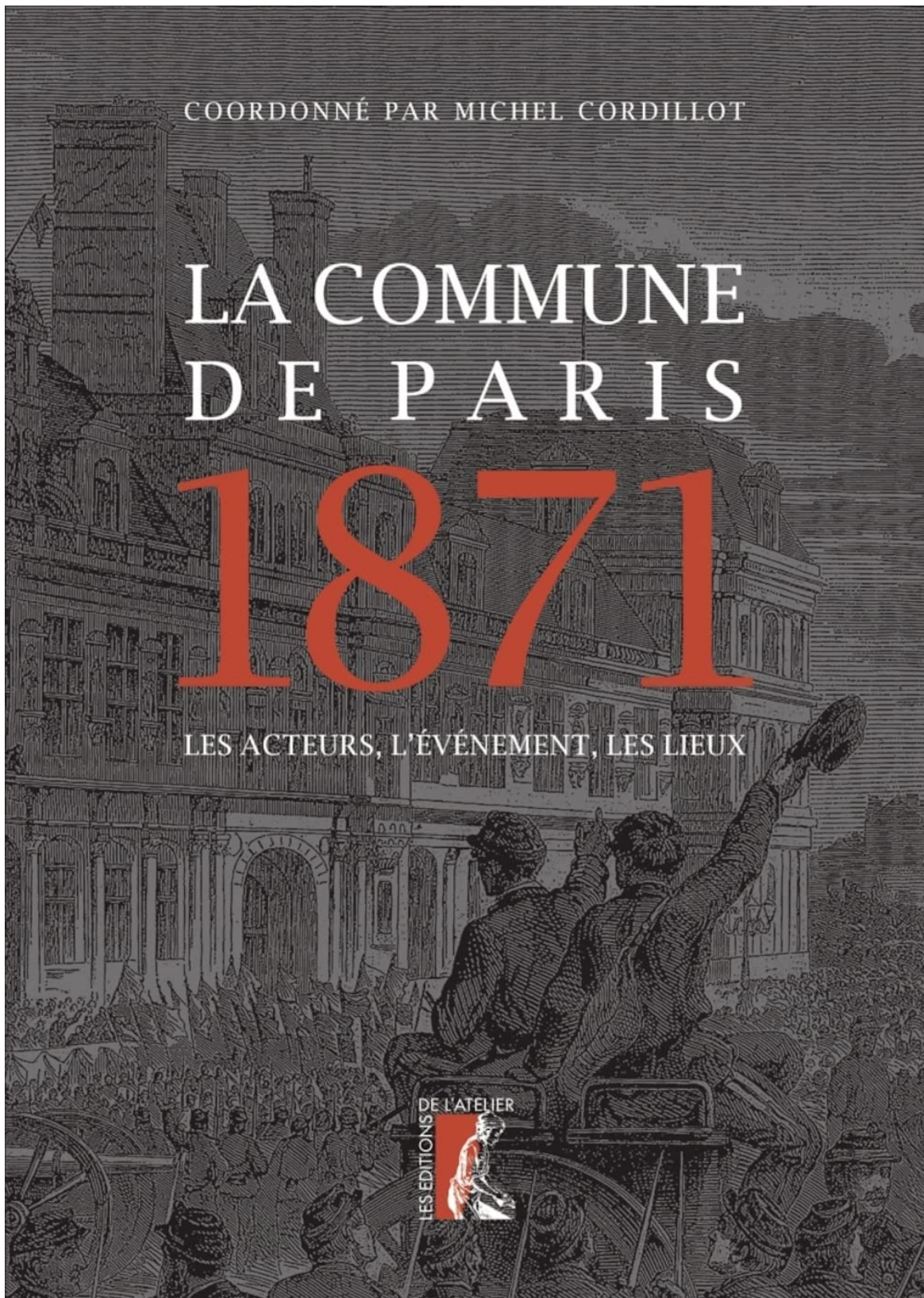


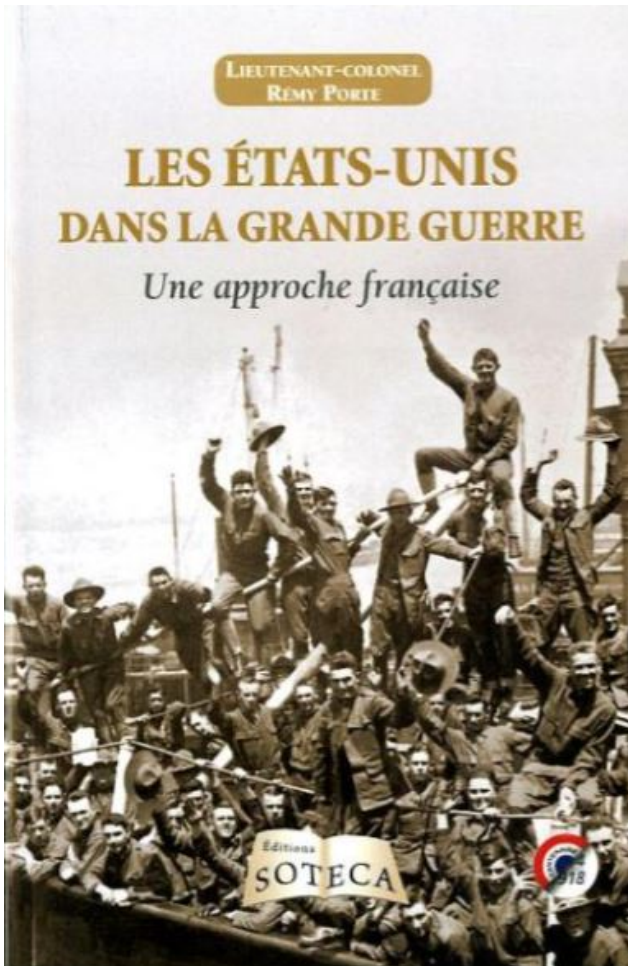
2 avril 1871 : les Versaillais attaquent les Communards (Paris).

Le Second Empire s'étant effondré avec la défaite face aux Prussiens, une révolution couve dans Paris pendant que les députés français rassemblés à Versailles cherchent un régime politique à la France. Le peuple parisien instaure le régime de la Commune qui ne reconnaît pas celui de Versailles. Sous les yeux de l'occupant (les Prussiens), Thiers ordonne à l'armée française d'éradiquer les révolutionnaires. Paris est bombardé. Le général de Galliffet attaque Courbevoie et en chasse les Communards. Les combats extrêmement violents de la Commune commencent.

Dans la RHA n° 238 : *L'armée de Versailles et les combats de rues pendant la semaine sanglante (21 mai 1871 - 28 mai 1871)* du LTN Mickaël Bourlet.

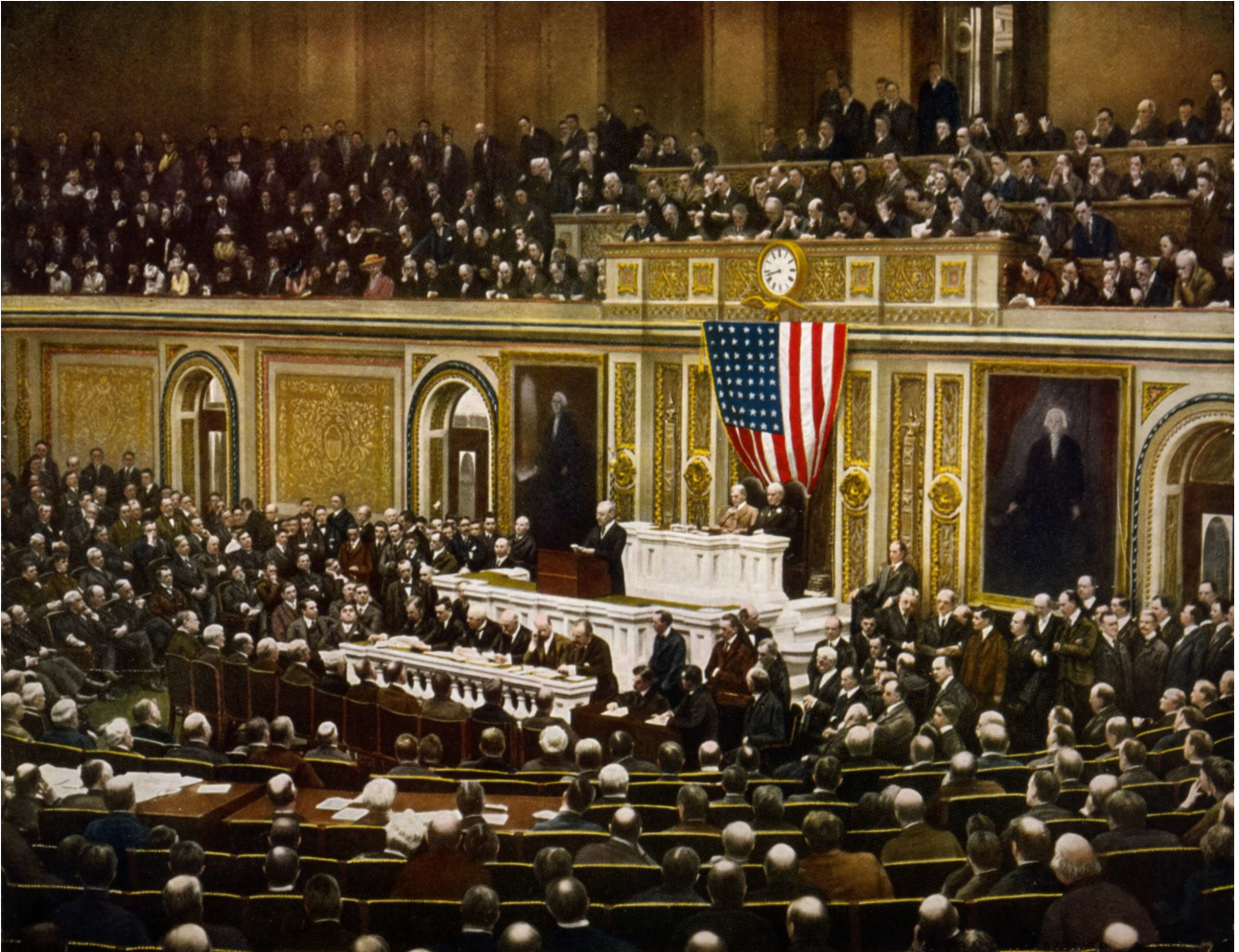


2 avril 1917 : entrée en guerre des États-Unis d'Amérique.



Le président américain Woodrow Wilson demande au Sénat de voter l'entrée en guerre contre l'Allemagne. Hostiles à la guerre, les Américains sont finalement convaincus que les négociations sont inutiles et qu'ils doivent sanctionner militairement l'Allemagne, au moins pour les attaques du *Lusitania*, du *Vigilentia*, et la révélation du télégramme secret Zimmermann... Pour la France et le Royaume-Uni, c'est une aide sérieuse au moment où l'Allemagne transfère 40 divisions du front Est vers le front Ouest, la révolution bolchevique ayant mis un terme à la participation russe aux combats.

Lire sur TB : [L'intervention américaine dans la guerre de 1914-1918](#)

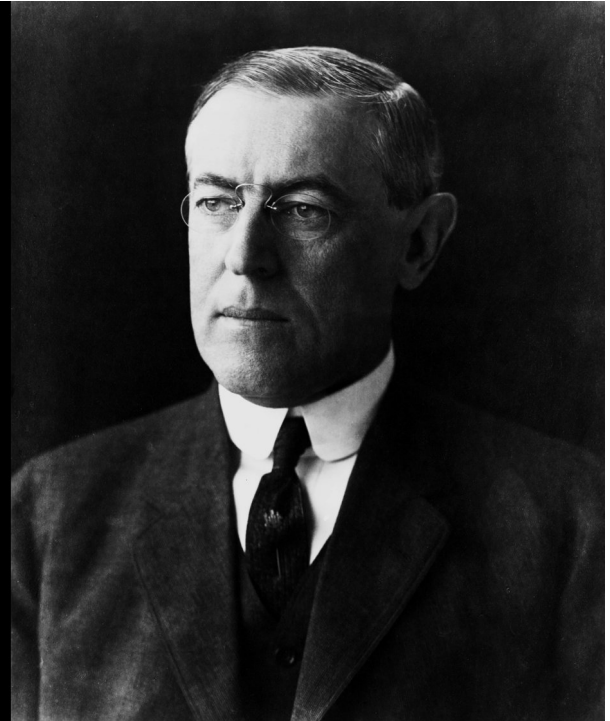


Les États-Unis dans la Grande Guerre

« L'Angleterre et la France n'ont aucunement les mêmes vues que nous sur la paix. Quand la guerre sera finie, nous pourrions les forcer à suivre notre manière de penser, car à ce moment, ils seront parmi d'autres choses, financièrement dans nos mains ».

Woodrow WILSON, Président des États-Unis
au colonel HOUSE, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

Juillet 1917



2 avril 1925 : combat de Treyfia (actuelle Mauritanie).

Le groupe nomade (150 hommes) du capitaine de Girval (basé à Chinguetti près d'Atar) est surpris par le rezzou de Abd el Wahab (350 hommes) qui l'attend au puits de Treyfia. Pendant 3 jours et 2 nuits, Girval résiste aux assauts répétés, à la baïonnette sur la fin et tout du long sans renforts. Girval et 17 méharistes périssent pour 60 combattants ennemis. L'attaque (sans en être une manifestation directe) s'inscrit dans le contexte de la guerre du Rif (1921-1925) qu'Abd el Krim mène contre les Espagnols puis les Français, principalement au Maroc et qui voit durant l'année 1925 une recrudescence des attaques de postes français (Bibane, Beni Derkoul, Ain Bou Aissa,...).

Le Rif étant distant de plus de 1000 km de Treyfia, les autorités françaises cherchent à savoir si ce rezzou n'est qu'un raid de Regueibat ou bien la preuve qu'un deuxième front (au Sud cette fois) s'ouvre dans la guerre du Rif. Elles concluent rapidement qu'il s'agit d'un rezzou qui profite simplement de la faiblesse des forces françaises au sud, alors qu'elles sont retenues au nord. C'est après cette embuscade que les groupes nomades seront progressivement dotés de moyens de télégraphie sans fil.

2 avril 1941 : prise d'Agebadia par l'Afrikakorps.

C'est le début de la fulgurante reconquête d'Afrique du Nord par Rommel.

BENOÎT **RONDEAU**

TEXTO

Afrikakorps

L'armée de Rommel



2 avril 1942 : le général de Gaulle prononce un discours devant le *National Defense Public Interest Committee*.



« La guerre, disait Clausewitz, est un drame effrayant et passionné.

N'est-ce pas évident pour la guerre actuelle dont l'enjeu est, non seulement la grandeur de chaque État, mais encore le destin de chaque individu ? Il est facile de comprendre que, dans

un conflit de cette nature, l'acceptation de l'épreuve et le déploiement de l'effort soient commandés par des éléments moraux. Mais combien cela est vrai surtout pour la France, matériellement séparée, par l'ennemi et par la trahison, du camp dont elle fut la malheureuse avant-garde et que, seules, la foi en elle-même et la confiance dans ses alliés peuvent préserver du désespoir !

Puisque vous m'avez fait l'honneur de m'inviter à prendre la parole devant un auditoire aussi qualifié que le vôtre et que d'ailleurs, nous sommes au point où les démocraties doivent regarder leurs devoirs en face ou se résigner à périr, j'évoquerai franchement certaines idées qui me paraissent devoir être à la base des rapports entre la France Combattante et les nations qui sont ses alliées.

En juin 1940, M. Hitler, ayant remporté une victoire sur les armées françaises, décida de susciter dans mon malheureux pays un régime favorable à ses desseins. Il lui fallait la neutralisation de notre Empire et de notre flotte, de manière à assurer dans la Méditerranée et en Afrique la couverture des entreprises qu'il voulait accomplir ailleurs. Il lui fallait la possibilité d'exploiter pour sa guerre nos matières premières, notre industrie, nos denrées alimentaires, le travail de nos enfants. Il lui fallait un instrument de corruption susceptible de faire accepter par le peuple français la résignation dans la servitude. Il lui fallait un pont le reliant à ses ennemis et par où pourraient passer, à leur usage, les sollicitations du déshonneur et du moindre effort.

Mais il fallait que tout cela fût dissimulé derrière une façade nationale, de telle sorte que, trompées par l'apparence d'un prestige dévoyé, d'une ombre de souveraineté et d'un simulacre d'indépendance, la nation française et les nations alliées se prêtassent à ses projets. Ainsi, à force d'équivoques, de mensonges et de pressions, s'établirait sur le morceau de la France que les armées d'Hitler n'occupaient pas un régime qui lui garderait et lui défendrait ses arrières, lui fournirait ce qu'il voudrait prendre et même inoculerait à l'opinion française les poisons de l'ordre nouveau.

Ah ! Messieurs ! Certains crimes sont si habilement commis que l'honnête homme lui-même ne peut, en les voyant, lie garder d'une sorte de triste admiration. Ainsi, en présence de cet impur chef-d'œuvre de la stratégie nazie que constitue le régime de Vichy, ne laisserons nous pas d'adresser à M. Hitler l'hommage d'un coup de chapeau.

Cependant, il n'est pas impossible qu'à notre coup de chapeau, M. Hitler réponde par le sien. C'est qu'en effet, il s'est trouvé que des Français résolus ont su contrarier son plan.

Des Français résolus continuent la guerre, rallient des territoires français, combattent avec honneur sur tous les champs de bataille. Bien plus, ils ne le font pas comme auxiliaires, mais comme alliés de leurs alliés, car ces Français-là ne sont au service de personne excepté de la France. Ils le font comme la France elle-même toujours combattante. Ils le font avec la prétention de soutenir en tout et partout la cause et l'intérêt de la France, d'agir et de parler en son nom, de maintenir, non quelques Français, mais bel et bien la France dans le parti de la liberté.

De ce fait, tout ce qu'il y a dans la nation française de volonté, de résistance, de redressement et de salut a trouvé son pôle d'attraction, son expression, son espérance. Une immense et

pieuse ferveur s'est allumée dans l'âme de millions et de millions de citoyens, comprenant que la victoire de la France restait une chose possible, puisque la France combattait toujours. Du coup, l'oppression, la propagande, l'équivoque, avaient trouvé leur antidote.

Du coup, la collaboration était, en fait, stérilisée. Du coup, le régime de Vichy se voyait condamné à végéter dans le trouble, la honte et la police. Du coup, chaque chose et chacun prenaient dans le pays la figure qu'ils devaient prendre : l'ennemi n'était que l'ennemi, les traîtres n'étaient que des traîtres, les Alliés restaient les Alliés et, malgré les blessures, les griefs, les désillusions, la France, la France réelle, populaire et profonde, demeurait fidèle à elle-même, c'est-à-dire à la liberté.

Mais, Messieurs, il ne faudrait pas croire que cette espèce de miracle que constitue la France Combattante soit donné une fois pour toutes. Il ne faudrait pas croire que la mystique instinctive et quelque peu légendaire qui soutient ceux des Français qui, sans lois, sans droits, sans gouvernement, bravent la mort des champs de bataille ou des poteaux d'exécution, livrent les leurs aux représailles, renoncent à tout ce qu'ils possèdent, puisse se soutenir gratuitement.

Toute l'affaire repose sur ceci : que la France Combattante entend marcher avec ses alliés, sous la réserve formelle que ses alliés marchent avec elle. Elle prétend, en luttant auprès d'eux, recouvrer son indépendance, sa souveraineté, sa grandeur, pourvu qu'ils respectent en elle sa grandeur, sa souveraineté et son indépendance. Elle fait tout ce qu'elle peut pour aider à leur victoire, mais à la condition que cette victoire soit aussi la sienne. Elle a pris, depuis mille cinq cents ans, l'habitude d'être une grande Puissance et tient à ce que tous, et d'abord ses amis, veuillent bien ne pas l'oublier. Bref, pour se trouver dans le camp de la liberté, la France Combattante n'a qu'une seule raison et une seule justification: c'est d'être la France elle-même, traitée comme telle par ses cobelligérants.

Messieurs, si je crois devoir y insister, c'est parce que ce fait, psychologique et politique, commande, je vous assure, toute l'attitude de la nation française dans le présent et dans l'avenir, parce que la France Combattante ne pourrait grandir, ni même durer, si ses alliés n'en tiraient pas les conséquences. Dans le drame terrible que traverse le peuple français, étant donné toutes les grâces que M. Hitler serait disposé à lui faire s'il acceptait de le servir, étant donné aussi l'affreux régime de démoralisation nationale à laquelle le soumettent les infâmes champions de la capitulation, comment serait-il possible de garder ce peuple comme allié si ses alliés eux-mêmes ne faisaient pas ce qu'il faut pour le soutenir dans le combat ?

Qui donc pourrait - et au nom de quoi ? - maintenir dans la guerre des territoires français, des forces françaises, des pensées françaises, a fortiori leur en ajouter d'autres, si les Alliés eux-mêmes se réservaient dans leur appui? Que pourrait-on dire aux citoyens français que l'on engage à souffrir mort et passion dans la Résistance, s'il devait être entendu que les Français qui combattent et dans quelles conditions ! Depuis le 3 septembre 1939, ne seraient traités, ni comme alliés, ni même comme belligérants? Comment persuader ce peuple que l'avenir est dans la victoire, le déshonneur dans la capitulation, le devoir dans la liberté, si, par malheur, ses alliés eux-mêmes en venaient à accepter la neutralisation de la France telle qu'Hitler la dicte à Vichy et ne voulaient connaître, pour traiter avec eux des intérêts de ma patrie, que les traîtres qui l'oppriment et prennent leurs ordres de l'ennemi? Ah! C'est alors que M. Hitler

aurait définitivement gagné la bataille de France et qu'il serait équitable de lui tirer, une fois pour toutes, son chapeau !

Messieurs, je me hâte de le dire, si j'ai évoqué tout haut de telles hypothèses, c'est parce que je les tiens pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire pour incroyables. Peut-être y a-t-il, cependant, intérêt à les évoquer car c'est en la regardant en face qu'on dissipe l'absurdité.

Comment, d'abord, pourrait-on croire qu'en ménageant le régime établi à Vichy pour le bénéfice d'Hitler on empêcherait ce régime de pousser aux dernières conséquences sa collaboration avec l'ennemi ? Qui pourrait sérieusement se figurer qu'en pareille matière les désirs et les ordres d'Hitler soient balancés par autre chose que par la résistance de la nation française galvanisée par la France Combattante ? Si, demain, par impossible, la France cessait de combattre, quel ambassadeur pourrait, même une minute, empêcher Hitler de l'utiliser à son gré ? Nous ne pensons certes pas que le parti de la liberté veuille jamais risquer de perdre la France en cédant à de telles illusions.

Comment, ensuite, attribuer quelque portée à certaines suggestions, suivant lesquelles les démocraties devraient reconnaître la France dans la personne des gens de Vichy plutôt que dans celle des chefs de la France Combattante, sous prétexte que ces derniers n'auraient pas pris assez nettement position en faveur de la liberté ? Il y a, dans de pareilles allégations, un véritable outrage aux démocraties elles mêmes. C'est leur prêter, en premier lieu, l'intention d'intervenir dans ce qui appartient uniquement à la souveraineté du peuple français. Mais c'est aussi leur imputer un aveuglement comique.

Car, pencher vers des gens qui ont détruit toutes les libertés françaises et tâchent de modeler leur régime sur le fascisme ou sa caricature, plutôt que de faire confiance à de bons Français qui persistent à appliquer les lois de la République, luttent, jusqu'à la mort comprise, contre l'ennemi totalitaire et font hautement profession de délivrer le peuple enchaîné pour le refaire souverain, ce serait, en vérité, introduire dans la politique les principes du pauvre Gribouille qui se jetait dans la mer de crainte d'avoir à se mouiller.

Comment, enfin, pourrait-on admettre que, dans leur attitude vis-à-vis de la France Combattante, les démocraties céderaient à un snobisme dérisoire et se laisseraient influencer par leur regret de n'y pas voir beaucoup de noms naguère consacrés ?

Il y aurait là, d'abord, une cruelle injustice à l'égard de tant d'hommes illustres qui, en France et hors de France, ne vivent que pour notre victoire. Il y aurait là, aussi, l'oubli de la captivité complète dans laquelle l'ennemi et les traîtres ont placé mon malheureux pays. Mais il y aurait là, surtout, la méconnaissance grave d'un fait qui domine aujourd'hui toute la question française et qui s'appelle « la révolution ». Car, c'est une révolution, la plus grande de son Histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés, a commencé d'accomplir. Et je dois dire, à ce sujet, que les gens qui, dans le monde, se figureraient pouvoir retrouver, après le dernier coup de canon, une France politiquement, socialement, moralement pareille à celle qu'ils ont jadis connue, commettraient une insigne erreur.

Dans le secret de ses douleurs, il se crée, en ce moment même, une France entièrement nouvelle, dont les guides seront des hommes nouveaux. Les gens qui s'étonnent de ne pas

trouver parmi nous des politiciens usés, des académiciens somnolents, des hommes manégés par les combinaisons, des généraux épuisés de grades, font penser à ces attardés des petites cours d'Europe qui, pendant la grande Révolution française, s'offusquaient de ne pas voir siéger Turgot, Necker et Loménie de Brienne, au Comité de Salut Public. Que voulez-vous ! Une France en révolution préfère toujours gagner la guerre avec le Général Hoche plutôt que de la perdre avec le Maréchal de Soubise. Pour proclamer et imposer la Déclaration des Droits de l'Homme, une France en révolution préfère toujours écouter Danton plutôt que de s'endormir aux ronrons des formules d'autrefois.

Messieurs, Clemenceau disait de la Révolution : « C'est un bloc ! » On peut dire la même chose de cette guerre indivisible. Au pire moment d'un conflit, qui est rigoureusement un conflit moral, il n'est pas permis aux démocraties de ruser avec leurs devoirs. Il ne serait pas tolérable que le soi-disant réalisme qui, de Munich en Munich, a conduit la liberté jusqu'au bord même de l'abîme, continuât à tromper les ardeurs et à trahir les sacrifices. Nous nous battons contre le mal et nous avons tous engagé dans la partie le même enjeu terrible, le destin de nos patries. Nul n'a, vis-à-vis des autres comme vis-à-vis de lui-même, le droit de faire au mal aucune de ces lâches concessions qui mettraient en danger la cause commune à tous. A cet égard, la France Combattante prétend donner l'exemple dans toute la mesure de ses moyens. Elle a pleinement confiance que ses alliés la paieront de retour. »

2 avril 1945 : l'URSS annule le traité de non-agression signé avec le Japon en avril 1941.

Elle n'entrera en guerre que le 8 août 1945.

2 avril 1982 : début de la guerre des Malouines (Atlantique Sud).

Appelées *Falkland* par les Britanniques et *Malvinas* par les Argentins, cet archipel d'îles est situé à 500 kilomètres des côtes argentines et fait l'objet depuis très longtemps d'un différend de souveraineté entre les deux Nations. La Junte militaire argentine parvenue au pouvoir par un coup d'État (6 ans plus tôt), tente de sortir de la crise économique qui paralyse le pays en créant une diversion par la reconquête des îles qu'elle pense glorieuse et facile compte tenu de la relative indifférence britannique. Interprétant mal le flegme légendaire, l'Argentine lance l'assaut au petit jour sur Port Stanley. La compagnie de *Royal Marines* dont la présence est symbolique, ne résiste pas longtemps face à l'ampleur du dispositif argentin et capitule. Une semaine plus tard, Thatcher projette une force aéronavale de 28 000 hommes à plus de 12 000 kilomètres de Londres et restaure la souveraineté sur les îles.

Les combats ont duré deux mois. Quelques articles dans la RHA sur la guerre des Malouines :

- *L'affaire des Malouines*, de Philippe Masson (RHA n° 153).

- *Le conflit des Malouines cinq ans après*, du contre-amiral Denis Barnouin (RHA n° 169).
- *Les dernières actions sous-marines : Malouines 1982*, du colonel A. Huyon (RHA n° 180).



Crédit de l'illustration : Daniel Bechenec (<http://www.danielbechenec.com/>)

2 avril 1995 : mort de Paul JOURDIER, officier de cavalerie.

Il est l'un des 30 premiers [Compagnons de la Libération](#). Il commanda la dernière charge au sabre de la cavalerie française (Spahis) en janvier 1941 contre les Italiens au Soudan.

